

## DECLARATION DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES USAGERS DE L'EAU

Dlo Sé La Vi / Doubout Pou Dlo An Nou / K'Dlo / Komité Dlo Nò BasTè / Nou Vlé Bon Dlo / LKP

*" Je suis favorable à ce qu'il y ait de l'eau au robinet".*

Déclaration entendue sur les ondes, faite par le ministre des dernières colonies, M. LECORNU.

**Encore heureux qu'il y soit « favorable ». Quelle gentillesse !**

Le ministre poursuit en informant du déblocage de « 50 millions d'euros d'aides supplémentaires de l'État **pour les départements ultramarins** dans ce dossier ». La précision a toute son importance, autant dire une goutte d'eau comparée à ce qui a déjà été payé par les guadeloupéens.

Les associations des défenses des usagers de l'eau, **Doubout Pou Dlo An nou, KDlo, Komité Dlo Nòbastè, Nou Vlé Bon dlo, Dlo Sé lavi, membres du LKP** rappellent qu'en vertu de la loi sur l'eau, « l'eau paie l'eau ».

Cela signifie, que sur les décennies écoulées, les usagers de Guadeloupe ont déjà payé le remplacement des canalisations, la rénovation des réseaux, les réparations des tuyaux, l'entretien de l'ensemble des infrastructures de captage, de production, d'adduction et d'assainissement, ainsi que les charges afférentes notamment celles du personnel.

**Faire financer les travaux par l'impôt, revient à faire payer les détournements, campagnes électorales, congrès des maires, pseudo-séminaires à Marrakech et autres coteries, par les mêmes usagers de Guadeloupe.**

### OLA LAJAN PASÉ ?

#### Fo pèp Gwadeloup sav :

Une Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) a réuni le 25 nov 2020 à l'hôtel de région, les présidents des EPCI, le conseil régional et le conseil départemental afin de décider de la création, au 01<sup>er</sup> janvier 2021, d'un syndicat mixte ouvert composé des mêmes (Région, Département, EPCI).

Une résolution a été adoptée à l'issue de cette rencontre, dont la lecture doit éclairer le peuple de Guadeloupe sur les véritables intentions de ces « zélu » :

Nous pouvons y lire :

**« les dettes bancaires seraient transférées au nouveau Syndicat Mixte Ouvert (SMO) »**

**ki vlé di** : payées, **in fine**, par les usagers au travers du fameux « *prix raisonnable* » de l'eau

**« le solde des dettes fournisseurs (...) serait supporté par les EPCI »**

**ki vlé di** : payé, **in fine**, par les EPCI donc par l'impôt payé par les contribuables guadeloupéens

**De permettre au SIAEAG de continuer « d'assurer la facturation et le recouvrement »**

**Ki vlé di** continuer le harcèlement les usagers qui refusent de payer tantôt de l'air, tantôt de l'eau impropre à la consommation, lorsqu'elle daigne couler du robinet.

Au final, le citoyen guadeloupéen devra mettre la main à la poche indirectement, via les hausses d'impôt qui ne manqueront pas de subvenir, et directement, par la hausse inéluctable du « *prix raisonnable* » de l'eau, attendu que les 50 M€ annoncés par le ministre « pour l'ensemble des « ROM » même rajoutés aux 70M€ de la Région seront largement insuffisants : l'Etat estimant à 1 milliard 500 million minimum, l'effort financier à consentir pour un réseau neuf de distribution d'eau en Guadeloupe.

### **Alòs Yo poko fini rabouté tiyo !**

Pour, au final, kontinyé fouré men an poch an nou, pour une fois de plus, payer leurs vivandries, inconséquences et gabegie :

Aussi, Nous, Associations de défenses des usagers de l'eau en Guadeloupe intervenant dans toutes sur les communautés d'agglomérations : **DOUBOUT POU DLO AN NOU (CANGT)**, **KDLO (Cap Excellence)**, **KOMITE DLO NÒBASTE (CANBT)**, **NOU VLE BON DLO (CASGT)**, **DLO SE LAVI (CAGSC)**, membres du LKP :

- **RAPPELONS** que :
  - le droit à l'eau est un droit inaliénable individuel et collectif ;
  - l'eau est un bien commun de l'humanité, ce n'est pas une marchandise.
  - la situation actuelle est la conséquence d'une gestion mafieuse de l'eau en Guadeloupe orchestrée par l'Etat, les élus et les multinationales ;
  
- **DENONÇONS** le feuilleton mascarade organisée par les élus et l'Etat pour encore une fois, se soustraire de leurs responsabilités tout en culpabilisant les usagers et les travailleurs.
  
- **DECLARONS** que le montage SMO tout comme son frère jumeau mort-né SPL, imposée par les élus sans la participation des syndicats ouvriers et les associations d'usagers, sans visibilité sur la solidité financière notamment, n'est autre qu'un SIAEAG bis dont la voie est toute tracée.

Plus que jamais, Nous exigeons, conformément aux engagements pris par l'ETAT, le Conseil Départemental, le Conseil Régional et les Elus de Guadeloupe dans le cadre du protocole LKP du 04 Mars 2009 :

### **LA CRÉATION D'UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU EN GUADELOUPE SANS DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SANS PRESTATIONS DE SERVICE PUBLIC PAR DES OPÉRATEURS PRIVÉS OFFRANT au PEUPLE et aux TRAVAILLEURS de GUADELOUPE :**

- Une eau de bonne qualité sans chlrodécone, sans pesticide, sans poisons, sans caca, régulièrement distribuée dans nos robinets, à la bonne pression et pouvant être consommée sans danger pour notre santé ;
- Une eau à un prix bas unique ;
- Un réseau neuf de distribution **si tout Bannzil Gwadeloup** (Grande-Terre, Basse-Terre, Terre de Haut, Terre de Bas, Désirade et Marie-Galante); financé par l'Etat : **yo ka dwé nou sa !**
- Une transparence totale dans la gestion du service public de l'eau potable notamment par la participation des usagers et des organisations de travailleurs dès la phase de création mais également dans les instances de cette nouvelle structure.
- Le maintien de tous les emplois et acquis du personnel dans le cadre de la création de cette nouvelle structure.

### **LAS PRAN NOU POU BAMOU ! RESPEKTE GWADLOUPEYEN !**

### **LKP exhorte les Guadeloupéens à prendre le chemin de la lutte pour défendre le droit à l'eau**

<b>DOUBOUT POU DLO AN NOU (CANGT)</b>	<b>Dolorès BELAIR</b>	<b>0690 608 567</b>
<b>KDLO (Cap Excellence),</b>	<b>Evelyne WERCAUTRIN</b>	<b>0690 837 707</b>
<b>KOMITE DLO NÒBASTE (CANBT)</b>	<b>Ismar OGUENIN -</b>	<b>0690 846 461</b>
<b>NOU VLE BON DLO (CASGT)</b>	<b>Katy MALEZIEU -</b>	<b>0690 470 398</b>
<b>DLO SE LAVI (CAGSC)</b>	<b>David HUC</b>	<b>0690 985 777</b>

*Lapwent, 30.11.2020*